

Gagnon, C. et al, éd. (1989) *Le local en mouvements*. Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, GRIR, Collection développement régional, 395 p.

Annick Germain

Volume 34, Number 92, 1990

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/022114ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/022114ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Germain, A. (1990). Review of [Gagnon, C. et al, éd. (1989) *Le local en mouvements*. Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, GRIR, Collection développement régional, 395 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 34(92), 232–233. <https://doi.org/10.7202/022114ar>

répondre à ses interrogations, d'assouvir sa curiosité ou, tout simplement, de hausser ses connaissances de sa région ou de sa ville.

Laurent DESHAIES

Module de géographie

Université du Québec à Trois-Rivières



GAGNON, C. *et al*, éd. (1989) *Le local en mouvements*. Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, GRIR, Collection développement régional, 395 p.

Faut-il publier tous les actes de colloque ? Le local n'est-il qu'une mode ou est-ce vraiment le thème stratégique des années 1990 ? Voilà les deux questions que soulève la lecture des textes rassemblés et publiés par le Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) de l'Université du Québec à Chicoutimi.

Attaquons d'abord la première. On nous avertit d'emblée qu'il ne s'agit pas véritablement d'actes de colloque mais de textes issus de journées d'échange organisées en septembre 1988 sous le titre *Les mouvements sociaux dans le développement local*. La diversité de ces textes, pour ne pas dire leur hétérogénéité, est impressionnante. Des réflexions humanistes aux descriptions concrètes en passant par les synthèses théoriques panoramiques, de l'étude des maisons de jeunes à celle de la récupération du bois noyé, du système de gestion d'un établissement scolaire de Jonquière au développement des ressources naturelles au Nicaragua en passant par le développement industriel des municipalités ontariennes, le lecteur se voit perpétuellement confronté à des problématiques, à des champs de problèmes, à des territoires mais aussi à des langages et des niveaux d'analyse d'une variété pour le moins déroutante. Cette hétérogénéité tiendrait-elle à l'objet, le « local » en l'occurrence ? Et d'ailleurs s'agit-il bien d'un objet ? Une manière de le définir serait de rechercher ce qui rassemble ces 27 auteurs. Que partagent-ils qui puisse constituer la pierre d'angle sur laquelle repose cet ouvrage ? Sans doute le désir d'un nouveau projet social et, selon les termes de Marc-André Morency, la curiosité de savoir si un tel projet pourra émaner de la fragmentation des mouvements sociaux. Cette soif de nouveau se lit d'ailleurs dans le renouvellement de la terminologie utilisée par les auteurs : *humanité, socialité trialectique, éthicien, latéralisation du développement*, etc.

Il ne s'agit pas de textes exposant des résultats de recherche mais de réflexions libres en quête de projet, regroupées en quatre sections : 1) le renouvellement des problématiques et la question de l'autonomie ; 2) les enjeux des nouveaux mouvements sociaux ; 3) des études de cas panaméricains ; et 4) le thème de la démocratie. Les contributions étant trop nombreuses pour

être toutes présentées dans ces lignes, je n'en retiendrai ici que quelques-unes parmi les plus substantielles.

Dans une synthèse fort éclairante, P. R. Bélanger retrace la contribution des mouvements sociaux contemporains aux enjeux du développement local et précise du même coup les particularités de ce dernier qui, loin de se résumer à une forme quelconque de décentralisation, évoque aujourd'hui une nouvelle logique de développement. Cette logique est dite *latérale* dans la mesure où elle traverse catégories et secteurs pour englober plusieurs domaines d'intervention. S'agit-il d'une ruse supplémentaire déployée par un État toujours aussi centralisateur ou au contraire d'actions communautaires en faveur des victimes des exclusions sociales, traduisant d'abord la crise d'un mode « providentialiste » de gestion du social ? Rappelons que les mouvements sociaux furent (ou sont encore ?) des « demandeurs d'État », leurs revendications alimentant plus souvent qu'autrement les visées centralisatrices des gouvernements. Aujourd'hui, la dynamique communautaire servirait plutôt deux objectifs — l'action critique et l'organisation d'un réseau de services alternatifs — dont les logiques ne sont pas nécessairement convergentes. Dans cette perspective, la conquête de l'autonomie devient un enjeu central pour le mouvement associatif et cette conquête passe, pour Christiane Gagnon, par celle d'un territoire auquel correspond son espace d'action, en l'occurrence le local. Si ce dernier a toutes les caractéristiques d'une société, s'il est un lieu de décisions économiques qui rassemble une grande variété de groupes sociaux, et s'il opère comme un véritable espace social, alors oui, le local peut être considéré comme une instance spatiale pertinente pour la démocratie. Cette thèse de Jacques Lévy rejoint au fond le pari que prennent les organisations communautaires vouées au développement d'une économie locale. Le portrait que fait Louis Favreau des corporations de développement économique mises sur pied dans trois quartiers anciens de Montréal témoigne bien des orientations nouvelles mais aussi des défis que se donne le milieu communautaire dans un environnement ravagé par les effets de la *désindustrialisation*. Il s'agit toutefois d'un jeu à plusieurs partenaires, où les interpénétrations croissantes d'institutions de niveaux et d'horizons différents commandent de plus en plus une prise en compte simultanée de l'ensemble des acteurs. C'est donc non seulement le contexte général du développement tel que l'appréhende Pierre Hamel qui doit être étudié, mais aussi ces relations institutionnelles complexes où les associations jouent à la fois leur autonomie et leur dépendance. D'ailleurs, pour les politicologues, le local est un concept lourdement chargé de sens, qui n'a rien d'un espace vierge susceptible d'accueillir sans contrainte une action collective entièrement renouvelée. Caroline Andrew prend la mesure de ces contraintes en analysant « les voies d'accès des mouvements de femmes sur la scène locale », compte tenu des visions différentes de celle-ci et du rôle central qu'y joue le gouvernement municipal.

Si le local est plus que le lieu de l'utopie, les chercheurs devront accepter de gérer de saines tensions entre le principe de réalité qui loge au cœur de leur métier et le désir de projet social !

Annick GERMAIN
INRS-Urbanisation
Montréal